

Sécurité USA : Kaspersky conteste l'interdiction de ses logiciels au niveau fédéral

Aux Etats-Unis, **Kaspersky Lab** va contester l'interdiction d'exploitation de ses solutions antivirus au sein des agences fédérales américaines.

Une mesure qui avait été édictée par le ministère américain de la sécurité intérieure (DHS ou Department of Homeland Security) au nom des risques associés à la cybersécurité d'Etat.

L'administration Trump soupçonne la société fondée par Eugene Kaspersky qui édite des solutions de sécurité IT d'entretenir des liens avec les services de renseignement russes.

Le Président américain a récemment signé une loi dans ce sens sur fond de tensions géopolitiques entre les USA et la Russie associées à des tentatives de cyber-déstabilisation.

Déjà en septembre, Donald Trump avait signé un décret pour exiger les logiciels Kaspersky soient promptement désinstallés des postes de travail des agences fédérales américaines.

Kaspersky Lab réplique par voie de justice. « Nous voulons faire appel devant la cour fédérale de la décision du département de Sécurité nationale américaine interdisant l'utilisation des produits de la société dans les organismes fédéraux », explique l'éditeur de solutions russes dans [une contribution blog officielle en date du 18 décembre](#).

Il considère que cette directive contraignante est injustifiée sur fond de protectionnisme et qu'elle a été émise sans réelle preuve de mauvaise conduite.

La réputation de la société spécialisée dans la lutte contre la cybercriminalité est également dégradée aux Etats-Unis, ce qui a des conséquences sur les ventes de ses logiciels antivirus et donc le business dans le pays.

L'exercice de probité garantie demeure difficile à gérer pour Kaspersky. Même en faisant preuve d'ouverture, par le biais de la consultation du code logiciel dans ses logiciels disponibles sous conditions dans un réseau de « Transparency Centers » déployés à travers le monde.

Parallèlement, des articles de presse fournissent régulièrement des nouvelles pièces alimentant la suspicion de liens entre Kaspersky et les services de renseignement russe (celui du Washington Post en date du 13 décembre par exemple). « Une réalité déformée et biaisée », estime Eugene Kaspersky dans une réaction par Tweet.

Depuis dix ans, en guise de relais aux USA, Kaspersky dispose d'une succursale à Woburn (Massachusetts), qui emploie 300 personnes. En revanche, l'éditeur devrait fermer son bureau de représentation à Washington.

(Photo by Web Summit on VisualHunt / CC BY)

